

*Achats responsables de l'éduc et du sup :  
Mémento juridique sur le Développement Durable*

Les critères sociaux	<b>TA Strasbourg 30 nov 1999 :</b> Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin c/ Communauté Urbaine de Strasbourg,	Le tribunal administratif a annulé un marché souscrit sur appel d'offres qui avait institué un critère relatif à l'insertion sociale. En l'espèce, le marché n'impliquait en lui-même, ni par son objet, ni par ses conditions d'exécution, que le critère d'insertion sociale soit imposé, en tant que critère additionnel, aux entreprises soumissionnaires.
	<b>CE, 18 déc. 2012 :</b> req n° 363208	Le Conseil d'Etat affirme qu'un sous-critère ne doit pas nécessairement porter sur les caractéristiques intrinsèques des prestations attendues mais, peut porter sur des éléments ayant un lien suffisant avec elles.
	<b>CJCE, 10 mai 2012 :</b> aff. C-368/10.	Selon la CJCE, il n'est « pas requis qu'un critère d'attribution porte sur des caractéristiques intrinsèques d'un produit, c'est-à-dire un élément qui s'incorpore matériellement à celui-ci ».
	<b>CE, 25 mars 2013 :</b> Dpt de l'Isère c/ PL Favier	Le pouvoir adjudicateur peut légalement prévoir d'apprécier les offres au regard du critère d'insertion professionnelle des publics en difficulté dès lors que ce critère n'est pas discriminatoire et lui permet d'apprécier objectivement ces offres. Le critère de performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté, peut être pondéré pour 15 % de la note finale.
	<b>CE, 28 juin 2014 :</b> req. no 375941 Cne de Dijon	Le pouvoir adjudicateur doit prendre garde à bien articuler les obligations de reprises du personnel et les critères relatifs à l'insertion des personnes en difficulté.
	<b>CE, 25 mai 2018 :</b> Nantes Métropole, req. no 417580	Le Conseil d'Etat confirme qu'un critère relatif à la « performance en matière de responsabilité sociale » ne pouvait pas être pris en considération parmi les critères de jugement des offres dans la mesure où ce dernier n'a pas un lien suffisant avec l'objet du marché.
	<b>En résumé,</b> la jurisprudence admet la possibilité d'intégrer parmi les critères de sélection un critère social à la condition que ce critère soit en lien avec l'objet du marché ou les conditions d'exécution (TA Strasbourg, 30 nov 1999). Le Conseil d'Etat élargit la notion d'objet du marché en admettant que le sous-critère peut porter sur des éléments ayant un lien avec les prestations attendues (CE, 18 déc 2012), il est rejoint par le juge communautaire qui reprend aussi la notion d'objet élargie en matière de critère social (CJCE 10 mai 2012). Cependant bien qu'il y ait un élargissement de la notion d'objet du marché, il n'est pas possible de noter les entreprises sur leur politique générale en matière démarche sociale car dans ce cas le lien avec l'objet du marché n'est pas suffisant.	

Les critères environnementaux	<b>CJCE, 17 sept 2002</b> Concordia Bus Finland Oy Ab anciennement Stagecoach Finland Oy Ab c/ Helsingin Kaupunki, HKL-Bussiliiken	l'acheteur peut prendre en considération des critères écologiques, tels que le niveau d'émissions d'oxyde azotique ou le niveau sonore des autobus, s'ils sont liés à l'objet du marché. Ces critères ne doivent pas conférer à l'acheteur une liberté inconditionnée de choix et doivent être expressément mentionnés dans le cahier des charges ou dans l'avis de marché et respecter tous les principes fondamentaux du droit communautaire, notamment le principe de non-discrimination.
	<b>CAA Lyon, 3 oct. 2013,</b> Sté Faure Vercors, req. no 12LY02248,	Dans une procédure d'attribution d'un marché public de transport, le critère environnemental comportait un sous-critère apprécié à partir des pourcentages des cars du parc de véhicules appartenant en propre à l'entreprise, classés selon la norme de pollution Euro IV et la norme Euro V de niveau supérieur. Cependant, les documents de la consultation indiquaient que seraient pris en compte les véhicules affectés au marché. Dès lors, le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas noter l'ensemble du parc de chaque candidat au regard de la norme de pollution Euro, alors que la notation aurait dû porter sur les seuls véhicules précisément désignés au marché.
	<b>TA Caen, ord., 5 janv. 2010,</b> Sté Les Champs Jouault, req. no 0902741, BJCP 2010. 295	La performance environnementale ne doit pas se déduire mais être détaillée par le pouvoir adjudicateur. Dès lors, est illégal un critère relatif à « la qualité environnementale » affectée d'une pondération égale à 30 %, dont les conditions d'appréciation n'avaient fait l'objet d'aucune précision dans le dossier de consultation.
	<b>TA Limoges, 18 févr. 2010</b> SARL SOGECO, req. no 08- 01252	Est illégal un critère environnemental inclus dans celui de la valeur technique (pondéré à hauteur de 40 %) qui devait être apprécié « avec prise en compte de la valeur environnementale », sur la base d'un mémoire dans lequel les candidats devaient indiquer les mesures qu'ils seraient appelés à prendre en vue d'assurer la protection de l'environnement.
	<b>CJUE 10 mai 2012</b> Comm. UE c/ Pays-Bas, aff. C- 368/10	De même en est-il d'un critère relatif à la « durabilité des achats » et à la responsabilité sociale des entreprises ainsi qu'à l'obligation de « rendre le marché du café plus durable » et la production de café écologiquement, socialement et économiquement responsable, dans un marché portant sur la fourniture et la gestion de distributeurs de café.
	<b>En résumé, comme pour les clauses sociales les clauses et critères environnementaux ne sont possibles que s'ils sont en lien avec l'objet du marché. Ainsi il n'est pas possible de demander aux candidats de décrire leur politique ou démarches environnementales dans leur mémoire technique pour les évaluer. Il faut toujours un lien avec l'objet ou l'exécution du marché.</b>	

	Code de la commande publique	Lectures complémentaires
<b>Dimension environnementale</b>	<p><b>Article L2111-1</b> du code de la commande publique indique que la définition du besoin doit prendre en considération des objectifs de développement durable.</p> <p><b>Articles R2111-12 à R2111-17</b> du code de la commande publique, en cas d'exigence d'un label, celui-ci ne doit pas être discriminant et les labels équivalents doivent être acceptés.</p> <p><b>Articles L2152-7 et 8</b> du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut fixer comme critère unique le prix ou le coût déterminé sur le coût du cycle de vie ou une pluralité de critères dont les critères environnementaux.</p>	<p>Le plan national d'action pour les achats publics durables 2015-2020  <a href="https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Plan_national_d_action_pour_les_achats_publics_durables_2015-2020.pdf">https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Plan_national_d_action_pour_les_achats_publics_durables_2015-2020.pdf</a></p> <p>Guide sur les aspects sociaux de la commande publique (2018)  <a href="https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/guides/guide-aspects-sociaux-cp.pdf">https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/guides/guide-aspects-sociaux-cp.pdf</a></p>
<b>Dimension sociale</b>	<p><b>Articles L2113-12 à L2113-16</b> du code de la commande publique prévoit la possibilité de réserver des marchés à certaines structures (ESAT, EA etc).</p> <p><b>Articles R 2152-6 à R2152-10</b> du code de la commande publique disposent que le pouvoir adjudicateur peut se fonder sur une pluralité de critères, dont « les performances en matière de protection de l'environnement » et « les performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté ».</p>	<p>Guide des achats publics des produits issus du commerce équitable.  <a href="http://base.socioeco.org/docs/commerce-equitable1.pdf">http://base.socioeco.org/docs/commerce-equitable1.pdf</a></p> <p>DAJ Guide relatif à la prise en compte du cout global dans les marchés publics de maîtrise d'œuvre et de travaux.(2010)  <a href="https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/cout_global/cout_global.pdf">https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/cout_global/cout_global.pdf</a></p>
<b>Coût global</b>	<p><b>Articles R215-9 à R2152-12</b> du code de la commande publique prévoient parmi ses critères de sélections des offres que le pouvoir adjudicateur pourra prendre en compte le coût global d'utilisation et les coûts tout au long du cycle de vie.</p> <p><b>Articles L2152-7 et 8</b> du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut fixer comme critère unique le prix ou le coût déterminé sur le coût du cycle de vie ou une pluralité de critères dont les critères environnementaux.</p>	<p>Notice introductive : prise en compte du coût du cycle de vie dans une consultation (GEM-DD) (2016)  <a href="https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/cout-cycle-vie-consultation/cout-cycle-vie-consultation.pdf">https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/cout-cycle-vie-consultation/cout-cycle-vie-consultation.pdf</a></p>